

[2010-03-04] Discours de la Secrétaire générale adjointe de l'EI lors de la séance plénière de la Commission des Nations Unies de la condition de la femme

Vous trouverez ci-dessous le discours de la Secrétaire générale adjointe de l'EI, Jan Eastman, au nom de l'Internationale de services publics (ISP), de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de l'Internationale de l'Education (IE), lors de la séance plénière de la 54ème Commission de la condition de la femme (CSW) des Nations Unies.

Monsieur le Président, délégués, collègues,

Permettez-moi de faire une déclaration au nom de l'Internationale des Services Publics (ISP), de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de l'Internationale de l'Education (IE), qui représentent plus de 200 millions de membres aux quatre coins du monde.

Cette 54ème réunion de la Commission de la condition de la femme est particulière, car elle marque le 15ème anniversaire de la Déclaration de Pékin. Il est temps pour nous de saisir cette occasion pour nous pencher à nouveau sur les 12 aspects de la plateforme, pour évaluer les progrès réalisés, mais surtout pour tracer le chemin que les gouvernements doivent encore parcourir, en partenariat avec les syndicats et la société civile, en faveur de la cause des femmes et des jeunes filles et pour réaliser une réelle égalité entre hommes et femmes.

Le mouvement syndical et la société civile ont joué un rôle central dans la promotion des droits des femmes.

Aujourd'hui, je fais part de notre consternation et de notre déception face au processus. A l'occasion de cette session-phare, rechercher la contribution des syndicats et de la société civile devrait être une priorité. Pourtant, nous avons été confrontés à des obstacles insurmontables d'accès et d'implication.

Et on nous a fait taire.

Le document final de cette commission, une déclaration politique, était négocié et approuvé à l'avance, bien avant le début des réunions de la CSW. Cela ne nous fait pas avancer ni sur le contenu, ni sur le processus lui-même.

Et malgré que le Secrétaire général Ban Ki-moon ait continuellement insisté sur l'importance de la contribution de la société civile à la défense des droits des femmes, il n'a pas été aisé de s'impliquer, ou de négocier.

En ces temps de crises mondiales multiples, il est essentiel que toutes les voix se fassent entendre dans le processus de prise de décision, et que les Etats membres aient l'opportunité de tenir et tiennent effectivement compte des questions très légitimes mises en avant par la société civile et les syndicats.

Nous connaissons la réalité à laquelle nos membres sont confrontés et nous connaissons les combats des femmes sur leur lieu de travail, à la maison, et dans la société: avoir accès à un emploi décent et à des services publics de qualité, en particulier en matière de santé et d'éducation;

bénéficier d'une eau propre et de sources d'énergie fiables; participer à la prise de décision; et être représentées à tous les postes.

Trop de femmes qui travaillent se heurtent à la précarité de l'emploi, à des salaires bas et à un accès limité à la protection sociale. Le travail de soins domestiques non rémunéré contribue grandement à l'inégalité des genres et à la pauvreté des femmes. L'inégalité des salaires demeure un problème persistant. Même dans les pays nordiques, on observe une différence de 12 %, pouvant aller jusqu'à plus de 50 % dans certains autres pays.

Recommandations :

- Nous appelons les Nations Unies et les gouvernements à investir dans les infrastructures sociales - la santé publique et les services sociaux -, non seulement pour réduire les effets de la crise économique mondiale, mais aussi pour mener les pays vers un développement durable favorable à l'égalité des genres.
 - Pour ce faire, la mise en oeuvre du Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail et de sa Résolution sur l'égalité entre les hommes et les femmes doit être au coeur des efforts vers un emploi décent.

- Nous appelons les Nations Unies et les gouvernements à investir dans l'enseignement public et à en faire une pierre angulaire à la fois de la relance économique et de l'amélioration de la situation des femmes et des jeunes filles.

- Nous saluons les résolutions présentées par les gouvernements, en particulier celle sur l'autonomisation économique des femmes. A cet égard, nous militons fortement pour:
 - Inclure les perspectives sur le genre dans les politiques économiques et sociales;
 - Promouvoir activement l'autonomisation économique des femmes à travers l'éducation et d'autres moyens;
 - Fournir l'accès à un travail décent, à un travail à temps plein et à la sécurité sociale;
 - Mettre fin à la discrimination sur le lieu de travail et aux inégalités;
 - mettre en oeuvre une rémunération égale pour un travail de valeur égale (égalité salariale).

- Nous appelons les Nations Unies et les gouvernements à se consacrer réellement au dialogue social, et nous nous permettons de souligner que ce qui s'est déroulé lors de la CSW de cette année n'a PAS constitué un dialogue.

- Alors que les Nations Unies s'engagent dans la réforme GEAR (*Gender Equality Architecture Reform* - Réforme de l'architecture de l'égalité des genres), la société civile et les syndicats doivent être légitimement inclus dans le processus de consultation.

Nous les syndicats offrons et avons la capacité de fournir l'expertise dans nombre des 12 domaines couverts par Pékin+15, en particulier sur les femmes dans l'économie mondiale, sur l'éducation et sur la formation. A cet égard, et étant donné la priorité donnée à l'accès et à la participation des femmes et des jeunes filles à l'éducation et à la formation, aux sciences et aux technologies, y compris la promotion de l'accès des femmes au travail à temps plein et décent, notre engagement dans les préparations pour la session de la Commission de l'année prochaine, ainsi que notre participation active, sont d'une importance capitale.

Nous sommes ici en tant que membres de la société civile. Notre mandat est de promouvoir le respect et l'égalité pour tous. Les Nations Unies doivent également être NOS Nations Unies.